

## Une initiative constitutionnelle pour sortir de l'impasse politique

par Caroline Stephens, reçue le 9 septembre 2019, clarifiée et corrigée par Joseph Gregory Hallett, 9.9.19 Attn: Caroline Stephens, Baron James of Blackheath [contactholmember@parliament.uk](mailto:contactholmember@parliament.uk) [sovereigntydemocracy@protonmail.com](mailto:sovereigntydemocracy@protonmail.com) , [carolinestephens52@gmail.com](mailto:carolinestephens52@gmail.com)

**Anxiété et consternation du public Brexit les arguments politiques reflètent l'humeur et la confusion similaires à la Chambre des communes. Cela rend extrêmement difficile pour le public, mal servi par les médias, de comprendre les problèmes critiques, ce qui rend difficile pour toute solution de trouver une large acceptation. Il est à noter que les discussions parlementaires ne parviennent pas à résoudre d'importants problèmes constitutionnels critiques. Celles-ci varient en fonction du résultat recherché. Il gagnerait le soutien du public si ceux-ci étaient clairement expliqués et compris, mais seulement vendredi dernier *Daily Express* [6 septembre 2019] a considérablement progressé dans ce sens.**

Cela aiderait à faire comprendre au public les risques constitutionnels pour lancer un appel direct urgent aux Nations Unies, en cherchant leur soutien pour mettre la Commission de l'Union européenne (EUC) en stricte conformité avec les exigences de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités Making ', article 46-1.

La signification de cet avis constituerait une cause immédiate justifiable d'une prolongation du calendrier du chapitre 50 et témoignerait d'une initiative gouvernementale ferme et légalement justifiée.

Conformément à une telle demande des Nations Unies, le gouvernement devrait expliquer au Parlement et aux médias les différents risques constitutionnels de la solution et les solutions alternatives. Rester dans l'Union européenne, temporairement ou indéfiniment, pourrait voir le Royaume-Uni impliqué dans la transition à venir vers un vote à la majorité qualifiée sans souverain en 2020 et au-delà. Un tel vote à la majorité qualifiée pour 2020 est totalement contraire au vote populaire du Brexit que le gouvernement britannique a promis de délivrer. Un vote à la majorité qualifiée pour 2020 est totalement hostile à notre Constitution et impliquerait une armée permanente européenne et 98% de perte du contrôle britannique des forces de défense britanniques. Nous avons été avertis de dommages conséquents très importants à nos services de renseignement. Il n'y aura pas de livre sterling et la perte de contrôle de l'indépendance fiscale. Il y aurait également une perte de l'indépendance diplomatique pour conclure des traités internationaux. Une destruction complète de l'indépendance souveraine et de notre autonomie constitutionnelle pourrait et devrait suivre rapidement tout arrangement ne recouvrant pas la souveraineté. La souveraineté a été à l'origine violée par le traité de Lisbonne...

Le traité de Lisbonne (décembre 2007 / décembre 2009) est un contrat déraisonnable - sournois et injuste. Il a été signé avec une vingtaine de pages laissées en blanc à la fin - à laquelle l'Union européenne pourrait ajouter quelque chose, que toutes les parties ont approuvé au préalable en signant. Telle est la définition du «contrat déraisonnable», qui rend automatiquement le traité de Lisbonne nul ab initio, comme s'il ne s'était jamais produit. Tout se passe comme si toutes les parties signataires recevaient des enfants, filmaient, montraient le film, puis renonçaient à leur souveraineté nationale pour se protéger contre les accusations de pédophile et l'exposition du public. Nous devons sortir de l'Union européenne et du traité de Lisbonne en initiant un consensus supra-politique confirmant notre Constitution. La voie à suivre consiste à...

### 1. Faire un appel immédiat aux Nations Unies, faisant référence à une violation potentielle de la Convention de Vienne de 1969

Convention sur le droit des traités, article 46-1, demandant que l'Union européenne tente de forcer le Royaume-Uni à accepter un traité entièrement inconstitutionnel, totalement inacceptable pour toute couronne britannique ou souveraineté britannique.

Tout ce qui s'y trouve est réputé en faveur de Lord Hallett, libérant la souveraineté, à moins qu'il ne soit réfuté dans les cinq semaines.

**Article 46. Dispositions de droit interne concernant la compétence pour conclure des traités.**

1. Un État ne peut invoquer le fait que son consentement à être lié par un traité a été exprimé en violation d'une disposition de son droit interne concernant la compétence pour conclure des traités comme invalidant son consentement que si cette violation était manifeste et concernait une règle de son droit. droit interne d'importance fondamentale.

C'est manifestement ambigu... L'ambiguïté des brevets tombe contre la Couronne.

Auparavant, le procureur général avait utilisé la mauvaise clause du traité de Vienne et découragé cette initiative. Un tel obscurcissement **est une Malfaisance - intention délibérée de blesser ; et mécontentement - action incorrecte délibérée; et équivaut à Nonfeasance - défaut d'accomplir un acte requis par la loi.**

Caroline Stephens interprète ceci comme suit: la bonne clause implique que rien ne peut être conclu qui compromet de manière significative l'intégrité constitutionnelle de la nation répondante... Plus exactement: «Aucun État ne peut consentir à un traité en violation des lois internes d'une importance fondamentale». Les articles doubles et quadruples de l'article 46-1 étant supprimés, déclarés simplement par l'affirmative, il se lit comme suit: `` Un État ne peut consentir à une violation apparente du droit interne d'une importance fondamentale que si le souverain souhaite ouvertement abdiquer, mais a peur de le faire publiquement. le déclarer ». Mais à qui Elizabeth abdique-t-elle?

L'UE n'est pas sa cible, mais c'est la cible du prince Philip. Le prince Philip est un DVD, ce qui signifie qu'il est un agent allemand de la Seconde Guerre mondiale "pour qui la guerre n'a jamais pris fin". Le prince Philip veut donner la souveraineté britannique à l'UE. Le prince Philip a été encadré par Lord Louis Mountbatten - maintenant un pédophile homosexuel publié (2005 et 2019). Lord Louis Mountbatten a également été le mentor du prince Charles, dont le meilleur ami était Jimmy Savile; et le demi-frère du prince Charles, le prince Andrew, son meilleur ami était le pédophile condamné Jeffrey Epstein; et leur demi-frère, le Prince Edward, a été reconnu coupable de pédophilie en Nouvelle-Zélande, confirmé par le Prince Edward Theatre isolé... et Elizabeth et Philip ont été condamnés pour pédophilie et meurtre d'enfants dans une cour de common law européenne. Vous obtenez l'image - celle d'Abdication, un acquiescement silencieux de pressentiment à Abdication.

Cela annule le traité de Lisbonne 2007/09. Elle annule également toute position de la Commission de l'Union européenne sur le Royaume-Uni. À partir de maintenant, c'est-à-dire maintenant, le Royaume-Uni est libre de toute Union européenne, sauf là où les politiciens britanniques sont compromis par leur pédophilie, la plupart d'entre eux choisissant de `` rester ", la famille royale britannique étant la même, perdant tout leur royal état - dépliage à vitesse de chute libre. Remarque: l'UE et Bruxelles ne sont pas au-dessus de l'utilisation de la pédophilie. L'UE et Bruxelles ont une longue histoire de pédophilie - qu'ils utilisent politiquement depuis les années 1870, comme testé et publié par un Britannique. Député à leur détriment et en prison.

Selon la Convention de Vienne sur le droit des traités, article 46-1, la reine Elizabeth II abdique. Elizabeth n'abdique pas pour l'Union européenne car leur contrat et leurs traités sont inadmissibles et donc nuls. Cela signifie que l'Union européenne n'est plus partie au traité ou au contrat... d'abdication de la reine Elizabeth II et ne peut pas recevoir sa souveraineté.

## Alors à qui la reine Elizabeth II abdique-t-elle?

Caroline Stephens continue...

2. Si la demande pouvait être appuyée par Sa Majesté, cela ajouterait une force considérable. Cette demande auprès des Nations Unies pourrait sûrement être préparée par une équipe juridique du gouvernement en une seule journée de travail et être prête à être présentée par l'ambassadeur du Royaume-Uni auprès de l'ONU au nom de Sa Majesté dans les 48 heures. La couverture médiatique augmenterait immédiatement toute la perception du public sur la question du Brexit, mettrait les loyautés politiques en perspective et, espérons-le, engendrerait une réponse publique patriotique.
3. Entre-temps, nous devons commencer à sensibiliser notre public et nos électeurs aux risques relatifs des stratégies du Brexit et du Reste, et aux raisons pour lesquelles une sortie sans accord peut être le seul moyen de préserver l'indépendance nationale et la souveraineté. Nous devons également illustrer que ce statut souverain est mis en danger de plus en plus, à moins que nous ne soyons libérés et dégagés de la stratégie de la majorité qualifiée de la Commission européenne, qui doit commencer en 2020. C'est-à-dire que la Reine abdique et que le gouvernement tâtonne.
4. Les terribles conséquences constitutionnelles de rester dans l'UE vont très probablement forcer une abdication par le monarque. Elle devrait soit accepter un état de parjure, soit maintenir l'honneur de la Couronne par abdication. Ses serments d'office auront été entièrement corrompus de sorte qu'aucun successeur ne pourra les entreprendre. Ainsi, la disparition totale de la Couronne est un risque très réel et inhérent. Le fait de ne pas mettre fin à l'adhésion à l'Union européenne nous entraînera tous plus profondément dans une responsabilité de trahison, plaçant notre gouvernement dans un potentat étranger. Ce Potentat n'est jamais élu, n'a de comptes à rendre et n'est jamais inamovible par aucun électorat du Royaume-Uni.

C'est un affront absolu à la dignité et à la majesté de la Couronne... ou une déclaration d'absolution absolue de la Couronne, qu'elle n'est plus **majestueuse ni digne. Cela préfigure la disparition totale de la monarchie. Quand le Brexit sera enfin terminé, le Parlement devra démontrer qu'il** a assumé sa responsabilité absolue, et non pas avoir réduit sa propre omnipotence et ses pédophiles à huis clos. En résumé, le public britannique doit être amené à comprendre que le Brexit est une condition préalable vitale pour maintenir la souveraineté, l'indépendance et des forces politiques responsables agissant avec intégrité pour la communauté britannique. Il ne fera aucun mal de rappeler à tous les niveaux du Parlement ce processus.

Alea Jacta Est, Fiat Lux - Le dé est lancé - Que la lumière soit.

clarifié et corrigé par

Joseph Gregory Hallett

Par titre: Lord Chancelier du Royaume d'Angleterre, Lord Arch-Treasurer Guardian of the Royal Secret Titulaire des lettres patentes Royal Prerogative Customary Title to the Sovereignty of the United Kingdom

Récepteur de l'épée du duc de Saxe-Cobourg et Gotha

Détenteur de la clé de la cosmographie rosicrucienne

Prince Pretender de Temple Bar et High Court Queen's Bench acquiescement Holy Grael, supérieur en titre «Christ» à tout grand maître des Templiers ou Johannite

Toutes les prédictions rosicruciennes et bibliques remplies

[www.kingof.uk](http://www.kingof.uk)

## Une initiative constitutionnelle pour sortir de l'impasse politique

L'anxiété et la consternation du public à l'égard des arguments politiques du Brexit reflètent l'humeur et la confusion similaires à la Chambre des communes, ce qui rend extrêmement difficile pour le public, mal servi par les médias, de comprendre les questions critiques qui, à leur tour, rendront plus difficile l'élargissement. l'acceptation de trouver tout type de solution. En particulier, il est

il est à noter que les discussions parlementaires ne parviennent pas à résoudre des problèmes constitutionnels d'une importance cruciale qui peuvent varier en fonction de la solution à laquelle on aboutit. Il peut être utile de gagner le soutien du public si ceux-ci sont maintenant plus clairement expliqués et compris mais seulement **le Daily Express** Vendredi dernier, un pas important a été fait dans ce sens.

Rien ne contribuerait davantage à faire mieux comprendre au public les dangers constitutionnels que de lancer d'urgence un appel direct aux Nations Unies pour obtenir leur soutien afin de mettre la Commission européenne (EUC) en stricte conformité avec les exigences de la clause 46-1 de la Convention de Vienne sur la loi de 1969 sur la conclusion de traités. La signification de cet avis fournirait également une cause immédiatement justifiable pour une extension du calendrier du chapitre 50 et témoignerait d'une initiative gouvernementale ferme et légalement justifiée. Conformément à cette demande aux Nations Unies, le gouvernement devrait ensuite expliquer au Parlement et aux médias les différents risques constitutionnels découlant des solutions alternatives disponibles. Par exemple,

Cela est contraire au vote populaire et à ce que notre gouvernement a promis de livrer. C'est tout à fait contraire à notre constitution. Cela impliquera la création d'une armée permanente européenne et la perte de contrôle de nos forces de défense. Nous avons été avertis de dommages conséquents très importants à nos services de renseignement, il y aura une perte de

contrôle de l'indépendance fiscale et monétaire, et perte de l'indépendance diplomatique pour conclure des traités internationaux. Une destruction totale de notre autonomie constitutionnelle et de notre indépendance souveraine pourrait, et très probablement, suivre rapidement tout arrangement ne recouvrant pas la souveraineté qui a été violée à l'origine par le traité de Lisbonne. Nous devons sortir en entamant un consensus supra-politique confirmant notre constitution. La voie à suivre est de: -

1. Appelez immédiatement les Nations Unies en faisant référence à une violation potentielle de la convention de Vienne sur le droit de conclure des traités de 1969 en vertu de l'article 46-1 en vue de demander un jugement selon lequel l'UE tente de nous forcer à convenir d'un traité fondé sur des dispositions fondamentalement inconstitutionnelles inacceptables pour la Couronne britannique.

Je réitère mon affirmation précédente selon laquelle le procureur général découragé cette initiative car il avait utilisé la mauvaise clause du traité. La bonne clause stipule qu'aucun accord commercial ne peut être conclu qui compromet de manière significative l'intégrité constitutionnelle de la nation répondante, ce qui est sûrement une description précise de la position de sortie de l'EUC.

2. Si la demande pouvait être appuyée par Sa Majesté, cela ajouterait une force considérable. Cette demande auprès de l'ONU pourrait sûrement être préparée par une équipe juridique du gouvernement en un seul jour ouvrable et être prête à être présentée par l'ambassadeur du Royaume-Uni auprès de l'ONU au nom de Sa Majesté dans les 48 heures. La couverture médiatique augmenterait immédiatement toute la perception du public sur la question du Brexit, mettrait en perspective les loyautés politiques et engendrerait, espérons-le, une réponse patriotique publique.

3. Dans l'intervalle, nous devons commencer à informer le public et l'électorat des risques relatifs à la fois d'une stratégie Rester et des raisons pour lesquelles une sortie sans accord peut être la seule

moyens de préserver notre National

l'indépendance et la continuité de notre fierté

Statut souverain. Nous devons également montrer comment ce statut souverain ne sera mis en danger que si nous sommes libérés et dégagés de la stratégie de la majorité qualifiée de la Commission européenne qui doit commencer en 2020. Seulement si l'ONU ne maintient pas notre plainte, alors seulement le congé sans une solution Deal y parviendra.

4 Les terribles conséquences constitutionnelles du maintien de la force entraîneront très probablement l'abdication du monarque. Elle devrait soit accepter un état de parjure, soit maintenir l'honneur de la Couronne par abdication. Ses serments d'office seront devenus entièrement corrompus, de sorte qu'aucun successeur ne pourrait les entreprendre. La disparition totale de la Couronne est donc un risque très réel et inhérent de rester.

Le fait de ne pas mettre fin à l'adhésion à l'Union européenne continuera de nous entraîner tous plus profondément dans une responsabilité de trahison découlant de la soumission de notre gouvernance à un potentat étranger. Ce Potentat n'est pas élu par l'électorat du Royaume-Uni, ne leur est pas responsable et ne peut pas être supprimé par eux.

**Il s'agit d'un affront absolu à la dignité et à la majesté de la Couronne. Il pourrait préfigurer la total disparition de la monarchie.**

**Lorsque le Brexit sera enfin achevé, le Parlement devra démontrer qu'il s'est acquitté de sa responsabilité absolue de ne pas avoir réduit sa propre toute-puissance.**

En résumé, le public britannique doit comprendre que le Brexit est une condition préalable vitale au maintien de notre souveraineté et de notre indépendance et que nos forces politiques agissent de manière responsable et avec une grande intégrité au nom de l'ensemble de la population.

communauté. En passant, il ne fera aucun mal de rappeler à tous les niveaux du Parlement

processus.